

Québec, le 2 avril 2015

Monsieur Jean-Marc Fournier  
Leader parlementaire du gouvernement  
Cabinet du leader parlementaire du gouvernement  
Édifice Pamphile-Le May  
1<sup>er</sup> étage, bureau 1.39  
1035, rue des Parlementaires  
Québec (Québec) G1A 1A4

Cher collègue,

La présente fait suite au dépôt d'une pétition à l'Assemblée nationale par le député de Terrebonne et porte-parole de l'opposition officielle en matière de famille et de lutte contre l'intimidation le 17 février 2015, concernant la préservation de la politique familiale actuelle ainsi que les budgets permettant la pérennité de ses programmes.

L'importance accordée à la politique familiale se maintient. En 2013, l'aide financière accordée aux familles par le gouvernement du Québec atteignait 7,8 G\$.

Le gouvernement du Québec entend conserver les programmes phares de sa politique familiale, à savoir : le Programme de services de garde subventionnés (PSDGS), le Régime québécois d'assurance parentale et le Crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (allocation familiale).

Dans ces deux derniers cas, ces programmes sont intégralement maintenus dans leur forme actuelle. Rappelons que le seul gouvernement à avoir coupé dans la politique familiale est celui du Parti québécois qui a aboli l'universalité du programme d'allocations familiales, en 1997.

... 2

Le 20 novembre dernier, le gouvernement a annoncé son intention de procéder à une révision du PSDGS après plus de quinze années d'existence, et ce, afin de rendre le réseau plus efficace pour le bénéfice des parents d'aujourd'hui et des prochaines générations.

Cette révision touche trois aspects, dont la modulation des tarifs de services de garde selon le revenu familial, l'optimisation du réseau et le développement des places à contribution réduite.

Tout d'abord, la contribution parentale actuelle ne couvre plus que 13,5 % des frais alors que cette proportion était de 20 % en 1997.

Le scénario de modulation proposé par le gouvernement, dans le cadre du projet de loi 28, *Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016*, qui est actuellement sous étude par les membres de l'Assemblée nationale, est progressiste et équitable envers les familles à faible revenu et les clientèles plus vulnérables comme les femmes et les familles monoparentales, et ce, contrairement à une hausse globale des tarifs – envisagée par le Parti québécois – qui favoriserait les mieux nantis.

La proposition du gouvernement permettrait à 30 % des familles utilisatrices de conserver le tarif à 7,30 \$ et à 60 % des familles de payer moins de 9 \$ par jour pour des services de garde qui en coûtent en moyenne 60 \$ en centre de la petite enfance, par jour. La hausse des tarifs serait compensée en partie par des sommes de la déduction fédérale pour la garde d'enfant.

Il est également proposé dans le projet de loi 28 que la contribution parentale additionnelle soit versée dans un Fonds de financement des services de garde éducatifs dans le but d'être réinvestie dans le réseau.

Contrairement à d'autres services subventionnés comme ceux en santé ou en éducation, il faut rappeler que le nombre de places actuel ne répond pas encore entièrement aux besoins de garde subventionnés. Dans ce contexte, il serait inéquitable de demander davantage aux contribuables et de ne pas demander aux parents qui en bénéficient d'assumer une part raisonnable des coûts.

La contribution modulée permettrait de protéger davantage les familles à faible revenu, d'augmenter la redistribution de la richesse et d'accroître l'équité entre les familles, selon leur capacité de payer.

Parallèlement à cela, le gouvernement poursuit le développement continu des quelques 30 000 places à contribution réduite promises en 2011 et 2013 afin d'atteindre l'objectif de 250 000 places en 2020-2021.

Enfin, le gouvernement agit afin d'assurer la qualité, l'admissibilité et la pérennité du réseau de services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés, un des piliers de la politique familiale du Québec.

Je vous prie d'agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Francine Charbonneau